



FSU 63

CDEN du 29 avril 2008

Les attaques contre l'Ecole Publique s'accélèrent et s'amplifient :

- avec plus de 11000 suppressions de postes dans l'Education Nationale cette année
- avec la perspective annoncée de suppressions encore plus massives l'an prochain
- avec la réduction du nombre de recrutements de professeurs alors que le nombre d'élèves augmente
- avec une avalanche de mesures démagogiques et autoritaires imposées à la hussarde sans en mesurer les conséquences

Les enseignants comme l'ensemble des personnels ne supportent plus l'entreprise de démolition de service public d'éducation à laquelle se livre le gouvernement : l'amélioration du système éducatif ne peut en aucun cas passer par des milliers de suppressions de postes, la prise en charge de la difficulté scolaire de plus en plus évacuée hors du temps de classe, la suppression de la carte scolaire, le report de certaines missions en direction des collectivités locales, l'éviction des jeunes les plus fragilisés par la réforme des bacs pro, la précarité galopante, la dégradation des salaires...

Personnels administratifs : la suppression de nombreux postes va entraîner le renoncement à certaines missions dans les services et le renoncement à certains services rendus aux usagers du Service Public d'Education en seront la conséquence...

Premier degré : avec deux créations pour 150 élèves de plus : le compte n'y est pas !

Sous une apparence trompeuse, le nombre de postes ne permet même pas de maintenir les conditions actuelles, puisque pour cela il aurait fallu 8 postes supplémentaires.

Pour le SNUipp et la FSU, il est nécessaire de pouvoir améliorer les conditions de scolarisation et d'enseignement. Prioritairement :

- en abondant le nombre de postes de remplacement face à la situation désastreuse du non remplacement chronique des enseignants : congés maladie depuis plusieurs mois, annulation de stages de formation continue, atteintes aux droits syndicaux....

- en ayant des classes dont les effectifs ne dépassent pas 25 élèves, y compris en maternelle.
- en prenant en compte la particularité des écoles primaires à 2 ou 3 classes donc à 3 ou 4 niveaux par classe : des conditions d'enseignement correctes nécessitent un nombre d'élèves plus réduit.

La situation s'est considérablement dégradée, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En comparatif sur 10 ans (et ce sont les chiffres fournis par le Rectorat) : le nombre d'élèves scolarisés dans le Puy-de-Dôme a augmenté de 500 et dans le même temps 120 postes d'enseignants des écoles ont été supprimés !

Second degré : alors que la baisse attendue des effectifs est très faible, la dotation reste sensiblement constante. Mais le nombre d'heures supplémentaires est en hausse de 35% ! Le montant de la dotation reste étriqué, ce qui conduit les établissements à faire des choix et dans certains cas à ne pas assurer l'horaire réglementaire.

Globalement, 36 postes d'enseignants sont supprimés dans les collèges du Puy de Dôme pour 112 élèves en moins.

La FSU considère la situation comme grave et très inquiétante pour le Service Public d'Education et ses personnels. Ce sont des choix complètement opposés à nos ambitions d'une meilleure Ecole Publique favorisant la réussite de tous les élèves.

Pour la FSU, ces choix politiques et budgétaires consistent en une véritable entreprise de sape du Service Public d'Education.

Aussi, la FSU appelle à la grève le 15 mai avec les autres fédérations syndicales de l'Education Nationale et de la Fonction Publique, et la FSU manifesterà à Paris le 18 mai.